

front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N° 105

28 FEVRIER 1974 / C.C.P. FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464-75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F

OUVRIERS, PAYSANS EN AVANT VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE !

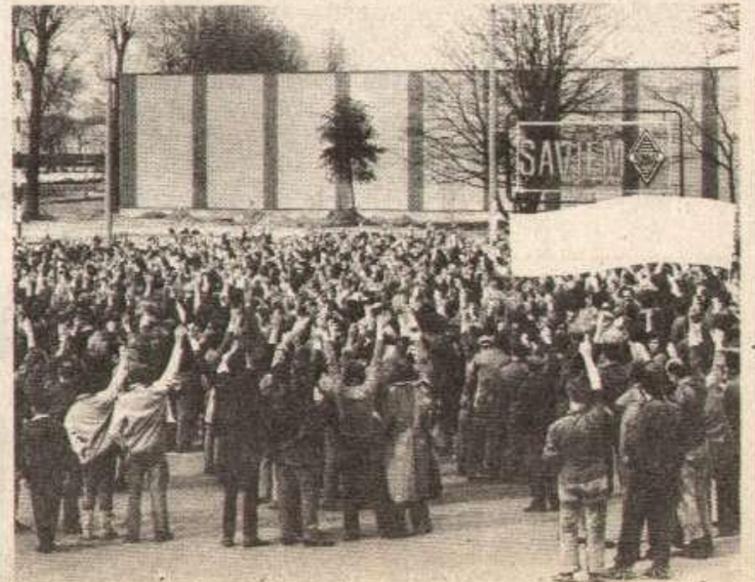
p.3



la police a réprimé sévèrement les dernières manifestations paysannes.

MARTINIQUE : les ouvriers agricoles obtiennent une grande victoire en imposant leurs revendications de salaires

p.8



saviem : les travailleurs exigent une prime de vie chère de 500 francs !

**A L'ACTION
CONTRE LA
VIE CHERE,
AUGMENTATION
DES
SALAIRES !**

p.4 et 5

UN IMPERATIF: TERMINER AU PLUS VITE LA SOUSCRIPTION

A la suite de débrayages dans le centre de tri dont dépend la boîte postale du journal, la quasi totalité de notre courrier ne nous est pas parvenue cette semaine. Front Rouge tient à assurer les postiers en grève de sa solidarité. Mais de ce fait nous ne connaissons pas les sommes qui nous ont été envoyées cette semaine ; aussi, nous ne pourrions publier la 6ème liste de souscription que la semaine prochaine.

Ne pas publier de liste cette semaine ne signifie pas que la souscription est finie, qu'il n'y a plus besoin de se mobiliser. Au contraire. Il ne s'agit en aucun cas de ralentir notre effort à proximité du but. C'est très rapidement qu'il nous faut les deux millions restants, c'est la condition pour engager dès maintenant nos projets de large diffusion du journal, pour refondre la formule du journal.

Alors camarades, terminons au plus vite cette campagne des dix millions. Il faudrait que la semaine prochaine nous puissions la clôre !

— Que les camarades abonnés ou lecteurs qui n'ont pas encore souscrit nous envoient au plus vite leur versement.

— Que dans les villes où les camarades n'ont pas atteint encore l'objectif qu'ils s'étaient fixé, l'atteignent cette semaine et l'envoient.

EN AVANT VERS LES DIX MILLIONS !

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE
JE VERSE :

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE
JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT
DE SOUTIEN

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

1 an
150 f.

OCTOBRE EST PARU

— passez vos
commandes

à «octobre»

B.P. 31 •
75061 - PARIS
Cedex 02»

— adressez vos versements
à «Octobre»

CCP La Source 33.999.29

10 f l'exemplaire 1,50 f de port



un imprimeur inculpé

A Lyon, un imprimeur, gérant de la société IPN, Henri Leclerc a été inculpé pour avoir imprimé des tracts antimilitaristes. Les communistes dénoncent cette atteinte aux libertés et réclament l'arrêt des poursuites contre Leclerc.

HALTE AU RACKETT DES COMPAGNIES PETROLIERES ET DE L'ETAT

Après l'Italie, le Danemark et le Japon, c'est aujourd'hui en France qu'éclate le scandale des compagnies pétrolières. à Marseille : un détaillant indépendant, la SAGIP, traîne en justice les PDG des grandes compagnies : ceux-ci avaient décidé, au cours d'une réunion, en 1970, de couler la SAGIP qui cassait les prix en vendant moins cher. Et, depuis cette réunion, la SAGIP a vu subitement les raffineries couper son approvisionnement, les banques cesser de faire crédit, etc... Toujours à Marseille, il y a quelques années, un autre détaillant indépendant, la CCF enlève l'adjudication de la fourniture en fuel des écoles de la ville (le marché est donné au fournisseur qui fait le meilleur prix), la veille de la signature, comme par enchantement, la CCF décide de se retirer, et c'est Shell qui emporte le marché, bien entendu avec un prix plus élevé... La CCF venait simplement d'apprendre que les raffineries ne pourraient l'approvisionner !

En clair, les compagnies pétrolières s'arrangent entre elles pour fixer les prix, se répartir le marché et éliminer les franc-tireurs qui pourraient les gêner. C'est tout le marché pétrolier, dans toute la France qui est entre les mains des grandes compagnies et qu'elles manipulent au mieux de leurs intérêts, de leurs profits. C'est un véritable rackett. Et les travailleurs, qui paient l'essence, les transports ou le fuel pour le chauffage, sont les victimes de ce rackett.

Seuls certains aspects sont dévoilés aujourd'hui, mais il y en a d'autres :

— Pourquoi tout ce battage à la pénurie, au moment de l'embargo des pays producteurs ? Alors que ceux-ci n'ont jamais appliqué l'embargo à la France, et que nos camarades de Fos et du Havre avaient pu constater que les cuves de stockage étaient pleines à ras bord : Cela ressemble fort à ce qui s'est passé en Italie : chantage à la pénurie pour obtenir une hausse des prix.

— Pourquoi, aujourd'hui, le naphtha est-il devenu en France un produit rare ? Notons au passage que le naphtha est comme l'essence ou le fuel, un sous-produit du raffinage du pétrole (nécessaire à la fabrication des matières plastiques) mais que sa vente est bien moins rentable.

Les compagnies pétrolières sont sur la sellette, mais d'autres ne se sentent pas tranquilles. Ce sont Giscard, Charbonnel, tous les représentants du gouvernement, de l'appareil d'Etat capitaliste, qui sont mouillés jusqu'au cou dans cette mare nauséabonde de pétrole.

le scandale éclate aujourd'hui au grand jour, mais il y a un an, le 18 février 1973, étaient publiés sans tambours ni trompettes les résultats d'une enquête menée par le ministère des finances. Le rapport accusait les compagnies pétrolières de violer la loi sur la libre concurrence en s'entendant pour fixer les prix, d'entraver le libre déroulement des adjudications et de faire pression sur les revendeurs libres... Il y a un an déjà. Mais que s'est-il passé depuis un an ? Y a-t-il eu un procès, comme le demandait la commission d'enquête, si les compagnies n'avaient pas changé de méthodes avant le 1er octobre 73 ? Pas de procès, mais un accord compagnie-gouvernement, signé le 1er octobre 73 et... tenu secret jusqu'à aujourd'hui. Et pour cause puisque l'accord blanchit les compagnies et les autorise à poursuivre leur rackett en

toute liberté. Il est reconnu que «la nécessité de dégager les ressources indispensables au financement d'investissements destinés à assurer à moyen terme la couverture des besoins nationaux pouvait constituer une circonstance atténuante à l'égard de certaines pratiques de l'entente qui tentent à redresser le niveau général des prix». En clair, l'Etat dit aux compagnies pétrolières : continuez à empêcher de gros bénéfices, pourvu que vous les partagiez avec les autres capitalistes. Les travailleurs paieront. C'est que, dans cette affaire, l'Etat et les compagnies pétrolières collaborent étroitement. N'oublions pas que l'Etat détient 35% des parts de la CFP et la majorité de celles d'Elf-Erap qui tiennent à elles deux 39% du marché français et sont partie prenante dans les accords de gangsters entre compagnies. C'est l'Etat qui définit les compagnies autorisées à importer et à raffiner, et ces licences viennent d'être renouvelées en septembre dernier, 7 mois après le dépôt du rapport d'enquête, sans qu'aucune compagnie ne soit sanctionnée. C'est également l'Etat qui fixe le prix de sortie de raffinerie et celui de vente au détail, et

l'enveloppe entre les deux est fort généreuse : par exemple, depuis les dernières hausses, 115,88 F pour un litre de super que se partagent les compagnies et... l'Etat qui empêche les taxes. Voilà qui viendra sous formes de subventions financer FOS ou la restructuration de divers trusts capitalistes pour qu'ils deviennent encore plus rentables.

Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on sait que, à la tête de l'Etat ou des trusts pétroliers, ce sont les mêmes. Tatillon, PDG de Provence-Mazout, inculpé à Marseille, est en même temps responsable local UDR et ancien suppléant du député Grimaldi. Quant à l'ancien directeur du service des carburants au ministère des finances, c'est à dire l'homme qui décide des autorisations et des prix, on le retrouve aujourd'hui chez Schlumberger, l'un des gros pétroliers français ! En fait de scandale, ce n'est pas tant celui des compagnies pétrolières et du capitalisme monopoliste d'Etat dans lequel tous les rouages de l'appareil d'Etat et de l'économie sont au service des trusts capitalistes et de leurs profits.

Les chefs des compagnies du rackett, posent pour la photo de famille aux USA !



éditorial

OUVRIERS, PAYSANS, EN AVANT VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE

A Strasbourg, à Bordeaux, à Guingamp, à Clermont Ferrand, dans des dizaines de villes de France, les paysans ont massivement manifesté la semaine dernière pour le relèvement du prix de la viande à la production. Ce n'est certainement pas, comme le titrait «France Soir» pour «soutenir Chirac à Bruxelles», qu'ont manifesté ces dizaines et dizaines de milliers d'agriculteurs : en réclamant avec force un relèvement des prix à la production de 14% il n'oubliaient pas qu'il y a moins de deux mois, Chirac à Bruxelles s'était satisfait d'un relèvement de 5% pour la viande bovine alors que les éleveurs réclamaient au moins 10%.

les «incohérences» de la politique agricole du gouvernement...

Les petits agriculteurs sont les victimes désignées de la politique gouvernementale en matière d'élevage. Secteur de l'agriculture où la concentration capitaliste est le moins avancé (par rapport aux cultures céréalières par exemple), il rassemble la très grande masse des petits paysans français; chaque mauvais coup du gouvernement français en matière d'élevage frappe ainsi la très large masse des petits agriculteurs.

Parce qu'il y avait sur le marché, il y a plusieurs années des surplus importants de produits laitiers, le gouvernement «encourage» les éleveurs à abattre leurs vaches laitières. Ce qui engendra rapidement une certaine pénurie de viande bovine, faute de veau à élever; pour combattre cette pénurie et pour casser la hausse des prix à la consommation, le gouvernement a obtenu, il y a un an, de l'Europe des 9 le droit d'abaisser les tarifs douaniers de la communauté. Le résultat c'est depuis janvier 73 une invasion des bœufs importés d'Argentine..., une chute très nette des cours de la viande bovine.

Pour le petit éleveur qui vend aujourd'hui sur le marché un bœuf qu'il a acheté il y a 6 ou 9 mois et engraisé il ne retrouve même pas le prix qu'il y avait mis au départ : son travail, ses dépenses, l'usure de ses investissements ne lui sont nullement payés. C'est le motif de sa colère et de sa révolte d'autant plus qu'en même temps que les prix à la production tombaient de 20% en un an, l'inflation elle, frappait les produits qu'il utilise : 25% sur les aliments pour le bétail,

10% sur le matériel agricole, 7,5% sur les engrais...

Les gros éleveurs, le capitaliste agraire, qu'il s'agisse du maquignon qui se lance dans l'élevage, ou du gros spécialiste de l'emboche, dans le Charolais ou le Morvan par exemple, dispose des terres les plus favorables à l'élevage et peut investir largement pour élever la productivité de son entreprise; il ose se présenter aussi en victime de la chute des cours de production! Mais il n'y a aucune mesure entre ces gros agrariens pour qui la baisse des prix à la production entame simplement la marge de bénéfice, et la masse des petits paysans pour qui cette baisse signifie qu'ils ne tirent même plus de leurs travaux la possibilité de subvenir au revenu de leur famille. Au contraire, c'est à la faveur de telles situations, de très graves difficultés pour le petit paysan, que le gros éleveur pourra éliminer, le contraindre à s'endetter...

Le caractère de masse des dernières manifestations, leur violence par endroits, c'est avant tout la ferme volonté de la masse de ces petits paysans de ne pas se laisser éliminer, de mener résolument la lutte pour leur survie.

...démasquées par les petits paysans.

En engageant cette lutte, les petits éleveurs prennent progressivement conscience des obstacles dressés par la bourgeoisie pour détourner leur combat de ses véritables cibles. Le prétexte de l'Europe, maintes fois agité depuis une dizaine d'années pour justifier la politique agricole suivie par le gouvernement, n'est pas arrivé cette fois-ci à masquer, aux petits paysans, les profiteurs de la politique agricole du gouvernement. Traditionnellement, chaque année, le gouvernement français se présentait comme le défenseur des revendications de «ses» paysans devant la «communauté européenne», et toute les mesures prises au détriment des petits paysans étaient mises sur le compte de l'Europe et non sur celui du représentant français. Mais les petits paysans ont pu faire leurs comptes : qui a réclamé en janvier 1973, l'abaissement des droits de douane pour faire pénétrer massivement de la viande d'Argentine ?

C'est Chirac, le représentant français !

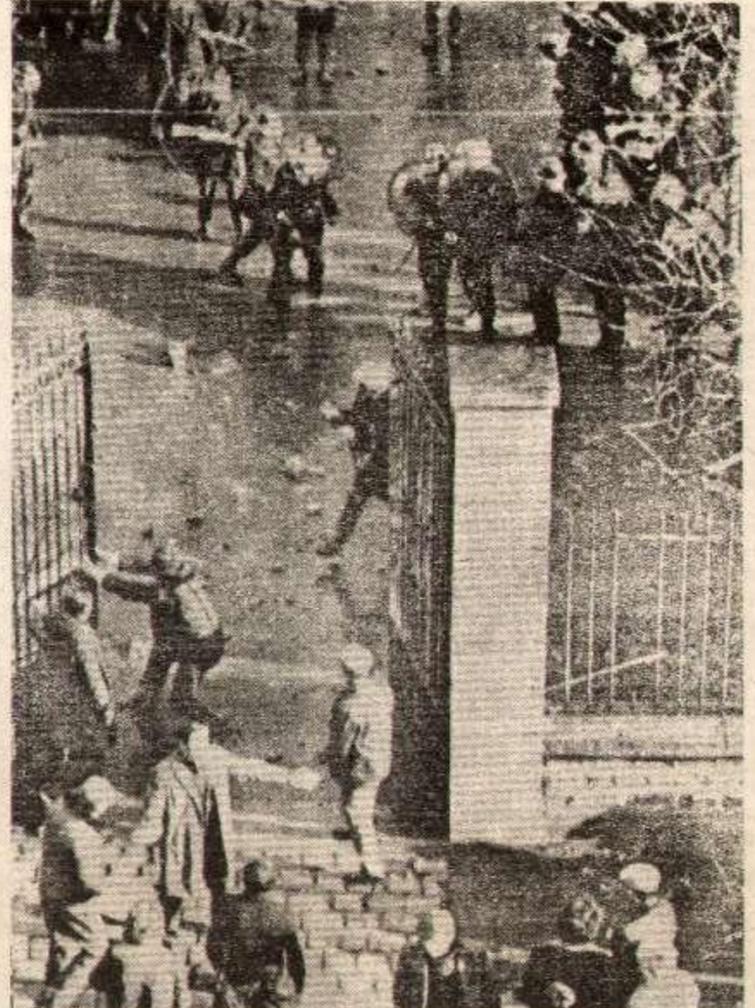
Qui, à la faveur du marché commun a accéléré l'exode rural dans son pays ? C'est le gouvernement français qui a chassé, en 1972, 100.000 paysans de leurs terres, deux fois plus que le rythme annuel d'il y a quelques années ! Qui, en janvier 74, s'est contenté d'un relèvement des prix à la production de 5% seulement de la viande bovine ? C'est encore Chirac ! Les petits éleveurs font aujourd'hui si peu confiance à la «volonté» du gouvernement de mettre un frein aux importations que dans certains endroits ils se sont attaqués directement à ces importations de viande : comme à Baume-les-Dames dans le Doubs, où un camion provenant d'Allemagne a été intercepté et son chargement détruit, comme à la Celle sur Belle (Deux-Sèvres), où 30 carcasses de viande en provenance d'Uruguay ont été retirées d'un abattoir et détruites. Le gouvernement peut aujourd'hui se targuer d'avoir obtenu à Bruxelles le relèvement en France (et en Italie) des droits de douane pour la viande importée d'Amérique du Sud, il n'empêchera pas les petits éleveurs d'être vigilants à l'égard de la viande importée (sans droits de douane) des pays de la «Communauté» : ces pays continuent de faire venir massivement de la viande d'Amérique du Sud, qu'ils cherchent ensuite à écouler sur le marché français.

dans la lutte, les petits paysans apprennent à connaître leurs ennemis...

Les petits éleveurs, dans leur dernier mouvement, ont aussi pu distinguer plus précisément le rôle joué par la direction des syndicats traditionnels (FNSEA, CNJA). Dans de très nombreuses manifestations, Debatisse, le président de la FNSEA a été dénoncé comme complice de la politique gouvernementale, comme complice des gros agrariens. Bruel, membre de la direction de la FNSEA, président du syndicat des éleveurs, a été en de très nombreux endroits dénoncé violemment par les leaders locaux des syndicats agricoles; c'est que les petits éleveurs, quand ils engagent la lutte contre les intermédiaires, contre les importations de viande, se heurtent inévitablement au président de leur syndicat. Ce Bruel, en effet, est aussi président de la SOCOPA, société coopérative qui fait dans l'abattage des bêtes et qui vole ouvertement les petits éleveurs qui viennent vendre les bovins qu'ils ont engraisés; cette SOCOPA est aussi largement spécialisée dans... les importations de viande. C'est ainsi que Bruel a pu faire venir en 73, en accord avec le gouvernement 15000 tonnes de bœuf, soit 10% de la totalité des importations françaises ! En maints endroits, dans leurs manifestations, les petits paysans se sont attaqués à ces exploités qui dirigent le syndicat : l'abattoir visé à la Celle-sur-Belle, déjà cité, est un abattoir de la SOCOPA, comme celui de Solomon à Guingamp qui a été la cible de la manifestation et que la police a protégé de la colère des paysans.

...et leurs amis.

Ainsi se développe chez les petits paysans, à l'intérieur des syndicats traditionnels, comme en marge (par exemple dans le mouvement des paysans-travailleurs) une prise de conscience du rôle joué par les capitalistes agraires, par les intermédiaires dans leur syndicat. L'idée, si utile à la bourgeoisie, d'une seule classe paysanne, une et solidaire



FOUGERES : c'est contre la préfecture que les paysans ont dirigé leur colère !

n'est plus acceptée facilement par les plus pauvres des paysans : c'est un ébranlement de la vieille tactique de la bourgeoisie Française consistant à soumettre le petit paysan à la bourgeoisie agraire pour s'opposer à tout rapprochement des petits producteurs avec les travailleurs. Cette tactique est d'autant plus ébranlée que se développe l'unité d'action entre les luttes ouvrières et paysannes : en 72, au Joint Français, en 73 à LIP, dans de nombreuses luttes ouvrières, les petits paysans ont tenu à venir manifester leur solidarité avec les travailleurs en leur vendant au prix coûtant leurs produits. Contraints de prendre position lors des grèves, dans une coopérative par exemple, les petits producteurs doivent choisir : qui est leur ennemi, les travailleurs ou les capitalistes ? A Péderne, chez Doux, entreprise d'abattage de poulets, la proposition de gros aviculteurs de briser la grève des ouvriers en abattant eux-mêmes les poulets, a été repoussée par la masse des petits éleveurs de poulets qui ont soutenu la grève, en vendant au prix coûtant leurs poulets aux ouvriers de Doux, pour qu'ils puissent les abattre, les vendre, et tenir le coup financièrement. C'est le même choix qui guide les petits producteurs quand ils organisent des ventes directes en direction des travailleurs, leur faisant payer au prix coûtant leurs produits, révélant ainsi l'énorme différence avec le prix à la consommation, et dénonçant de ce fait tous les intermédiaires capitalistes qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs et des petits paysans.

Leur intervention, aux côtés des luttes ouvrières révèle encore plus crûment aux petits paysans le sort que leur réserve la classe capitaliste : au Joint Français, il y a deux ans, comme à Saviem, aujourd'hui, nombre de travailleurs en grève sont d'anciens paysans devenus ouvriers, contraints de travailler à l'usine parce qu'ils ont perdu leur terre ou parce qu'elle ne permet plus de subvenir aux besoins de toute la famille.

en avant vers la révolution socialiste.

C'est ainsi que doit devenir de plus en plus claire et consciente pour le petit paysan la voie à choisir. D'un côté il y a l'illusion qu'il pourra s'en sortir en travaillant plus dur encore, l'illusion qu'il a des intérêts communs avec les capitalistes agraires, l'illusion que lui, petit propriétaire n'a pas d'intérêts communs avec ceux qui ne possèdent rien, les travailleurs ; il en a fait l'expérience : ses illusions ne freinent en rien l'exode rural, la prolétarianisation chaque année de dizaines et de dizaines de milliers de paysans, la vie de plus en plus difficile, intenable sur sa parcelle de terre, l'endettement... pendant que les capitalistes agraires s'enrichissent. D'un autre côté, la lutte aux côtés de la classe ouvrière pour le renversement de l'Etat capitaliste, pour la Révolution Socialiste.

Seul le Socialisme pourra organiser la production agricole de telle manière qu'elle satisfasse les besoins du peuple, échappe à la loi du profit de l'anarchie capitaliste. Seul le Socialisme pourra éviter au petit paysan des conditions de travail insupportables pour survivre sur sa terre, l'exode rural brutal : l'étape de la coopération socialiste, l'acheminement progressif vers une agriculture socialiste, ne pourront être réalisés qu'en conquérant le pouvoir d'Etat, qu'en instaurant la dictature du prolétariat sur les anciens exploités, en particulier les capitalistes agraires.

Les marxistes-léninistes soutiennent sans réserve les dernières luttes des petits paysans et leurs revendications. Ils les appellent à nouer avec le prolétariat une solide alliance, à lutter avec lui pour la révolution Socialiste, pour la destruction par la violence de l'Etat capitaliste, à établir avec eux la dictature du prolétariat, pouvoir de la classe ouvrière et de la paysannerie.

150 paysans en colère interceptent un camion de viande importée

Jeu. 14 février à 23 heures, dans le Doubs, sur la nationale Belfort-Besançon, à Baume-les-Dames, un camion et sa remorque a été intercepté par 150 paysans en colère.

Ce camion, chargé de 30 tonnes de carcasses de bœufs venait de Munich pour se diriger vers Marseille. Il a été déplombé, ouvert, plusieurs carcasses jetées à terre, le tout arrosé de fuel. Les chauffeurs n'ont pas été inquiétés. Ce travail terminé, chacun a regagné sa ferme, dans la région de Montbéliard, Besançon et Pontarlier. On s'est donné rendez-vous pour bientôt, jusqu'à ce que la viande nous soit payée à son prix de revient, jusqu'à ce que ces importations cessent, qu'elles soient intérieures ou extérieures au Marché Commun.

Le lendemain, 15 février, 3 paysans ont été appréhendés. Spontanément, 60 gars se sont rassemblés devant la gendarmerie et on réclamé la libération des prisonniers. Le président du CDJA intervint, signe une déclaration dégageant la responsabilité des gars arrêtés et engageant par contre celle du CDJA. FDSEA, en dehors de cette affaire, ne pouvait faire autre chose que de se déclarer solidaire de cette nuit d'action. Les paysans arrêtés ont été libérés dans l'après-midi.

Le même jour, à Besançon, sur la place du marché, 3 bœufs ont été vendus aux ménagères du producteur au consommateur. La vente a obtenu un vif succès, tout a été vendu en une demi-heure.

A Nancy, pendant une manif, Debatisse et Bruel, responsables FNSEA qui pourtant présidaient le meeting furent conspués et bombardés de pots de yaourts. Le rôle de ces vendus commence enfin à être compris par les paysans.

Correspondant.

EMPLOI :

le chômage partiel a quadruplé en un an

EN UN AN 4 FOIS PLUS DE JOURNÉES DE «CHOMAGE PARTIEL».

La garantie de l'emploi est un objectif prioritaire, c'est ce que déclarait le CNPF lors de son assemblée générale du 15 janvier dernier : c'est aussi ce que déclaraient les directions CGT et CFDT réunies la semaine dernière. Automobile, aéronautique, textile, les menaces de licenciement, de réductions d'horaires ou de journées chômées se précisent.

Les dernières statistiques viennent confirmer ces menaces. Selon les chiffres officiels, en décembre 73, 35.200 ouvriers ont été touchés par des réductions d'horaires, ils étaient 27.900 en novembre 73 (plus 26% en un mois) et 8.110 en décembre 72 (plus 334% en un an). Selon les mêmes statistiques, 160.200 journées de chômage partiel ont été indemnisées en décembre 1973 ; il y en a eu 122.600 en novembre 73 (plus 31% en un mois) et 40.500 en décembre 72 (plus 296% en un an).

Si on traduit ces statistiques, cela signifie que des dizaines de milliers d'ouvriers ont vu leur salaire baisser en décembre dernier pour payer la crise des capitalistes. Car ce n'est pas le réajustement des indemnités négocié actuellement entre syndicats et patrons qui rattraperont la perte de salaire. C'est ainsi que chez Renault-Sandouville, les 3 jours chômés, même indemnisés se traduiront par une baisse de environ 4% sur le salaire.

1000 travailleurs de Citroën mutés... dans le bâtiment

CITROËN : 1000 TRAVAILLEURS MUTÉS... DANS LE BATIMENT

Chez Citroën, c'est 1000 travailleurs (en majorité immigrés) que la direction veut muter... dans le bâtiment pour 6 mois. Quand on sait les difficultés que connaît actuellement ce secteur, on voit clairement la manœuvre de Citroën : profiter de la « crise du pétrole » (toujours mise en avant dans les lettres adressées aux travailleurs) pour organiser des licenciements camouflés sur une grande échelle à un moment où cela arrange bien la

réorganisation des usines (déménagement de Balard). En tous cas l'opération est fructueuse : pas d'indemnités de licenciement, (puisque officiellement il s'agit de « mutation ») et surtout qu'est-ce qui oblige Citroën à reprendre ces travailleurs au bout de 6 mois ? Quant à ceux-ci, non seulement, ils risquent d'être déplacés à des kilomètres de leur domicile actuel, mais leur paye risque d'être amputée sérieusement : encore un bon moyen pour essayer de faire partir « volontairement » ces travailleurs.



PRIX : des syndicalistes de l'INSEE dénoncent l'indice gouvernemental

Pour donner la température en matière de hausses des prix, la bourgeoisie a mis au point un thermomètre, dont elle prétend que les graduations sont établies scientifiquement. Il y a longtemps que les travailleurs ont pu se rendre compte que les hausses avouées par l'indice n'avaient pas grand chose à voir avec celles qu'ils constataient eux-mêmes. L'intersyndicale CGT-CFDT de l'INSEE (Institut National de Statistiques Economiques, organisme de l'Etat chargé de calculer cet indice) a publié récemment un texte où elle dénonce les méthodes employées pour truquer l'indice, et donc pour camoufler la hausse des prix.

1/ Pour établir «scientifiquement» l'indice, l'Etat procède à un certain nombre de choix parfaitement arbitraires, ou plus exactement manipulables en fonction du résultat désiré : Quels points de vente ? Quelles catégories d'articles ? Quels articles précisément ? Pourquoi la baguette plutôt que le pain ? ...

Les différents articles qui rentrent dans le calcul ne sont pas connus précisément : cela permet, pour le poste viande par exemple, de compter une fois le porc, une fois le bœuf, selon l'évolution de leurs prix.

De plus l'indice refuse de prendre en compte un certain nombre de dépenses qui sont une part importante du budget des familles ouvrières, et qui augmentent sans cesse ; les achats d'occasion, les impôts directs, la vignette automobile, les retenues de Sécurité Sociale, les assurances, les intérêts des achats à crédit, les frais de garde des enfants... Un indice qui passe sous silence toutes ces charges, mais compte un fauteuil d'opéra ne peut correspondre à la réalité.

2/ Pour établir son indice, une fois choisis les articles, l'Etat affecte chacun d'eux d'un coefficient, qui est, en principe, fonction de la part qu'il représente dans le budget type : tel % pour l'alimentation, tel % pour l'habillement... Pour calculer ce

coefficient, il utilise les chiffres de la «Comptabilité Nationale» qui considère l'ensemble des «ménages», sans se soucier de leurs revenus. C'est ainsi qu'on juge que les «ménages» consacrent 5% de leur budget au loyer. En faisant une moyenne entre le propriétaire qui ne paie pas de loyer, et l'ouvrier locataire qui ampute son budget de 400 ou 500 F par mois, on peut arriver à de tels chiffres, ridiculement bas !

3/ Pour établir son indice, l'Etat emploie des méthodes qui défient la raison. C'est ainsi que pour les produits frais, l'on affecte, les 12 mois successifs, les relevés d'un mois donné. Autrement dit, chaque mois les variations de prix constatées au cours du mois sont étalées sur 12 mois. Connaissez-vous des commerçants qui acceptent de vous faire crédit durant 12 mois, lorsque le prix des pommes de terre augmente ? En fait l'Etat vous traite comme si vous étiez une entreprise idéale. Vous faites des stocks (de produits frais ?) qui vous permettent d'étaler les variations... Bien sûr, le fait d'étaler sur 12 mois, une hausse brutale, sur un produit frais, change peu la mesure de la hausse des prix sur une longue période. Mais c'est bien au moment où la hausse a lieu, que le travailleur en ressent les conséquences et c'est dès ce moment qu'il a besoin de voir son salaire augmenter pour que son pouvoir d'achat ne baisse pas.

4/ Pour camoufler les hausses quand sort un produit nouveau, qui chasse un ancien produit du même usage du marché, l'Etat joue sur la soi-disant amélioration de la qualité. Le document intersyndical donne 2 exemples : en décembre 73, on trouve un réfrigérateur marque «frigimon», type «iglo», contenant 100 litres, prix 500 F. Un mois plus tard, en janvier 1974, ce frigidaire n'existe plus mais on trouve un nouveau frigidaire, dont le prix est 600 F. Le nouveau a en plus le dégivrage automatique mais il use plus

d'énergie, a une tôle plus mince et dure moins longtemps». Autre exemple «en septembre 73 on relève le prix d'une voiture A, de puissance 4 cv, et de prix 10000 F. En octobre 73, cette voiture n'existe plus à l'état neuf, par contre, on trouve une voiture B de puissance 5 cv et de prix 13000 F. La puissance a augmenté, mais la sécurité a diminué car les freins ne sont pas plus puissants, la carrosserie est moins solide...»

Dans ces deux cas l'indice considère que l'augmentation de la «qualité» (dégivreur, augmentation de puissance) justifie une partie importante de la hausse : sur les 3000 F de hausses pour la voiture, 2000 sont imputés à l'augmentation de puissance ! En fait, ces produits sont d'une qualité inférieure et la hausse est donc très importante. Le vol sur la qualité est encore une façon de camoufler la hausse !

Tout cela ne préjuge pas de tous les autres moyens dont dispose la bourgeoisie pour truquer l'indice. Voilà comment se calcule l'indice auquel la bourgeoisie donne un si grand rôle : outre qu'il sert à tromper les travailleurs, il sert à calculer, en particulier le SMIC. Mais la bourgeoisie veut : étendre son utilisation aux discussions salariales ; Giscard déclarait le 18 décembre 1973 : «Bien entendu, dans de telles discussions, la hausses des prix doit être appréciée non selon des indices fantaisistes mais d'après le seul indice sérieux dont nous disposons, c'est à dire l'indice des prix à la consommation en 295 postes. Toute autre méthode serait abusive et notamment toute méthode consistant à «négocier» l'indice comme si les patients pouvaient négocier avec le médecin le choix du thermomètre». Non messieurs, ce ne sont pas les travailleurs qui sont malades, mais votre système ! Ils refusent de payer la crise, ils refusent votre indice, comme les travailleurs de la SAVIEM qui exigent 500 F contre la vie chère.

concorde, airbus, mercure, UN FIASCO COMMERCIAL, DONT LES TRAVAILLEURS FONT LES FRAIS !

Le 19 février, Guéna, ministre des transports annonçait dans une conférence de presse la réduction du programme Concorde : «4 Concorde fabriqués par an au lieu des 8 prévus précédemment. Très pudiquement, il reconnaissait que «cela n'ira pas sans poser quelques problèmes d'emploi au niveau de la SNIAS» en s'empressant d'ajouter que «les répercussions seront modérées à l'Aérospatiale et très faibles à la SNECMA» et que, bien sûr, «nous ferons le maximum pour que ça se passe le mieux».

En cette «affaire» c'est la seule loi du profit qui guide la bourgeoisie. Concorde est un fiasco total, elle tente un ultime sauve qui-peut dont les principales victimes devront être bien sûr les ouvriers.

Concorde comme Mercure ont des coûts astronomiques : 1500 milliards d'anciens francs répartis entre la France et l'Angleterre pour Concorde depuis 10 ans, 2,5 milliards par semaine actuellement, 52 milliards pour Mercure. Ces sommes ne servent que pour une faible part à rémunérer les travailleurs de l'Aéronautique : les ouvriers de chez Dassault qui construisent Mercure ont débrayé cette semaine pour exiger un salaire minimum de 1500 F et une prime de vie chère de 500 F plus 50 F par enfant à charge. Par contre les milliards de ces avions construits par des firmes nationalisées ou chez Dassault (que l'Etat finance à 56 % pour le Mercure), l'Etat capitaliste les prélève directement sur le montant de l'impôt qu'il oblige un nombre de plus en plus grand d'ouvriers à payer.

De ces milliards, les travailleurs n'en profiteront pas : à plus de 500000 anciens francs, le voyage Paris-New York, il est hors de question qu'ils puissent mettre le pied dans un Concorde. Par contre, les milliards du Concorde prélevés sur le budget du ministère du transport empêchent le développement et l'amélioration des transports en commun, alors que les travailleurs travaillent toujours plus loin de chez eux.

Concorde, Mercure se vendent mal, sinon pas du tout. C'est le résultat d'une concurrence inter impérialistes acharnée, où les USA ont accaparé 95% du marché mondial de l'avion, avec, entre autres, des offres de crédit très avantageuses. Si bien que, lorsque les USA ont les premiers déclaré, en février 73, qu'il était hors de question pour eux d'acheter des Concorde, la majorité des pays capitalistes leur ont emboîté le pas. Le constructeur du Concorde tente maintenant, 10 ans après, de sauver la mise en proposant de rajouter une aile, un réservoir, un moteur... Les faits sont là : Concorde n'a pour seule et unique certitude de vente que 9 avions commandés... par les compagnies d'Etat des pays producteurs : AIR FRANCE et BOAC pour l'Angleterre !

Quant à Mercure, avion de court courrier, il lui est impossible de s'opposer à la concurrence des Boeing américains 727 et 737 qui, sortant sur des chaînes amorties depuis longtemps, coûtent bien moins cher. Le gouvernement pour échapper à son échec retentissant multiplie ses pressions sur Air Inter pour qu'elle en commande 10. Et Air Inter demeure l'unique acheteur d'un avion qui, revenant à 75 milliards d'anciens francs sera vendu 41 milliards et dont l'entretien sera hors de prix. Avec un avion de si petite série, les éventuels acheteurs ne sont nullement tentés de passer commande, n'ayant aucune garantie de trouver les pièces de rechange dont ils auraient besoin.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais du gaspillage capitaliste et de la concurrence inter impérialistes. Or ce sont eux principalement que visent les mesures gouvernementales. Galley a déjà annoncé 8000 licenciements dans l'aéronautique (100000 travailleurs au lieu de 108000). Les décisions annoncées par Guéna frappent, sur les 8000 licenciements, 5000 travailleurs des chaînes du Concorde !
NON AUX LICENCIEMENTS A LA SNIAS !
A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

VERRIERES LE BUISSON : non à la hausse du loyer au foyer

Le foyer de Verrières le Buisson, installé dans le bâtiment de l'ancienne usine Vilmorin loge environ 100 travailleurs tunisiens et algériens. Ce foyer, c'est un taudis jusqu'à 8 gars par chambre. Depuis peu, on en a même «logé» dans le couloir. Tout est sale, le sol, les draps changés seulement tous les 20 jours, les couvertures ; douches bouchées, pas de lumière dans les wc ; un mobilier rare, et si délabré qu'on le croirait récupéré sur une décharge ... Pour la sécurité, parlons-en : une chambre est éclairée avec une balladeuse ; les réchauds sont rares, un pour cinq en moyenne, et centaines : tous cassés, brûleurs, boutons, et encrassés. Il faut une pince pour les manoeuvrer. Et avec ça le patron du foyer à le culot de vouloir porter le loyer à 140 F alors qu'il a déjà augmenté 2 fois : 50 f en 72, 100 f en juin 73, et 125 f en octobre, 73. Les locataires ne veulent pas payer. Depuis longtemps certains refusaient de payer le loyer, mais c'était

individuel. Maintenant ils ont décidé de s'unir. Ensemble, ils ont rédigé une réponse à la société, qui a reçu plus de 60 signatures sur le foyer. Cette réponse, ils veulent la faire signer aux locataires des autres foyers, des HLM, pour que le patron comprenne bien qu'ils ne sont pas seuls. Ensemble, ils ont rédigé des panneaux, participé avec des camarades de Front Rouge à la confection d'une série de photos que les camarades ont portées sur le marché. Ils veulent montrer comment la bourgeoisie stocke le soir, après le boulot, des travailleurs qu'elle a déjà exploité 8 heures et plus dans la journée. Nous ne la laisserons pas faire ! Regroupons nous pour nous défendre !

— DES LOGEMENTS CORRECTS POUR TOUS
— NON AUX HAUSSES
— PAS DE LOYER SUPERIEUR A 10% DU SALAIRE

Correspondant Massy

Commandez la brochure Front Rouge (à l'adresse du journal).

**"CONTRE LA CRISE DE L'IMPERIALISME
UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION"**

Envoi contre 2,50 F (port compris) en timbres.

demande de contact

Nom : prénom :
adresse :
profession :
envoyer cette demande à :
Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

UNE SEMAINE DE LUTTE

contre les bas salaires ...

De nombreuses luttes éclatent pour les augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail dans de petites usines comme chez Rutebol à St Quentin où la grève a démarré depuis le 6 février, au Comptoir industriel et cotonnier à Igney dans les Vosges, chez Fusalp (fabrique de skis) à Annecy où les ouvriers débrayent quotidiennement depuis quelques temps. Chez Idéal Standard à Darnie-lès-Lys, 1200 ouvriers sont en grève depuis le 14 février pour obtenir une augmentation de 200 F pour tous.

A la SACM de Mulhouse, les ouvriers après 15 jours de débrayages accompagnés de manifestations de rue, ont remporté la victoire : 60 centimes pour les OS, 65 centimes pour les OP, suppression de la catégorie manœuvre, application intégrale de la prime d'ancienneté et augmentation de 2% des salaires au 1er avril.

Par contre, dans d'autres usines, le Capital tente d'employer la force pour briser la combativité des ouvriers. Dans les Prismic de Savoie, à Chambéry, Annecy, Aix-les-Bains, la direction utilise les cadres pour

... contre le chômage

- aux Papeteries du Pré-Saint-Gervais (seine St Denis), 50 travailleurs se sont mis en grève pour s'opposer à la fermeture de leur usine prévue le 12 avril 1974.

- à Yssingaux, les 32 ouvriers des «Ateliers Plastiques d'Yssingaux» occupent leur usine mise en liquidation judiciaire à la suite de l'inculpation du PDG pour escroquerie et banqueroute. Ils exigent un reclassement et leurs indemnités de licenciement.

- chez Sunstrand à Dijon, les 130 ouvriers du secteur machine-outil se sont mis en grève et ont occupé les locaux pour s'opposer au démantèlement annoncé par la direction.

- les travailleurs d'ELGE à Annecy poursuivent l'occupation de leur usine d'horlogerie pour le maintien de leur emploi, le paiement de leurs salaires et de leurs congés payés.

POUSUITE DE LA GREVE

chez DOUX à Pédernec (3^e mois)

Les ouvriers de Doux à Pédernec en Bretagne entament leur 3^e mois de lutte pour obtenir un salaire de 1100 F par mois.

Le patron, lors de négociations à la mairie de Guingamp n'a voulu accorder qu'une ridicule augmentation que les grévistes ont immédiatement refusée. Il a par la suite tenté par tous les moyens de briser leur lutte. Ils ont parfaitement déjoué toutes ses manœuvres parce qu'ils avaient une claire conscience de leurs adversaires. Ainsi, déclare l'un d'eux à un camarade : «le maire de Guingamp, par exemple, la façon dont il nous a demandé de sortir de la mairie : «Monsieur Doux va sortir derrière, une fois dehors, ça ne me regarde plus». A peine on a été sorti, il a fermé la porte de l'usine et dehors il y avait les flics. Les flics sont arrivés là, et Doux, il a filé en bagnole avec les flics».

L'exemple de Lip est pour eux constamment présent : «s'il s'imagina qu'on va lâcher comme ça, si on continue à être soutenus comme on est... ça peut durer encore comme chez Lip, 297 jours, on y restera». Et c'est d'ailleurs à l'exemple de Lip que les ouvriers de Doux ont décidé de passer à une autre forme de lutte : abattre des poulets fournis par les paysans et se payer sur leur vente. Et comme preuve de leur détermination à lutter jusqu'à la victoire de leurs revendications, ils ont remplacé la tente qui résistait mal à la tempête par une grande baraque de bal... juste en face de l'usine de Doux.

correspondant.

s'opposer à la grève des vendeuses et du personnel qui réclame 150 F d'augmentation, une prime de transport et de vacances : leurs salaires vont de 940 F à 1041 F.

Chez Kléber-Colombes (à Colombes), la direction a lock-outé 340 ouvriers pour les opposer à des OS immigrés en majorité qui réclament un relèvement de leur salaire. Les ouvriers lock-outé ont riposté à ces manœuvres de la direction par une grève de 24 heures où ils ont présenté un cahier de revendications unissant tous les ouvriers : 100 F par mois pour tous, relèvement des bas coefficients, levée du lock out, paiement des heures perdues.

A la Saviem à Caen où les ouvriers sont en grève dans certains secteurs de l'usine pour obtenir un salaire minimum de 1650 F pour tous et une prime de vie chère de 500 F, le patron a tenté de briser la lutte en lock-outant les 6800 travailleurs. Les ouvriers ont riposté à cette manœuvre par de fortes manifestations à Caen.

De nouvelles luttes ont démarré cette dernière semaine pour s'opposer à la fermeture d'usines.

- La solidarité se développe autour des ouvrières de Pygmy-Radio. Elles ont occupé l'usine le 12 février contre le licenciement de 52 ouvrières. Comme chez Rateau elles refusent le démantèlement de leur usine par un des grands trusts de l'électronique : un plan de réorganisation prévoit de diminuer le nombre des ouvriers jusqu'à 100/120, par contre d'augmenter la production de 130000 à 165000 postes.

Chez Caravelair à Trignac près de St Nazaire les ouvriers ont engagé la lutte contre les mesures de chômage partiel qui les frappent : 160 intérimaires licenciés, horaire ramené à 32 H sans compensation de salaire. Plusieurs manifestations ont eu lieu à Nantes et à St Nazaire pour s'opposer à ces mesures et montrer à la Direction Trigano leur détermination à lutter contre toute nouvelle mesure de licenciement et une mesure de fermeture de l'usine.

chez RATEAU à la courneuve (2^e mois)

Chez Rateau, les ouvriers entament la 3^e semaine de l'occupation de leur usine pour refuser les 400 licenciements que veut leur imposer le groupe CGE et la fermeture de l'école d'apprentissage qui prive d'emploi les jeunes de la Courneuve à un moment où le chômage se développe. La direction multiplie ses pressions. Elle refuse de négocier autre chose que les modalités de licenciement et va jusqu'à exercer un ignoble chantage : choisir entre les 400 licenciements ou les 1800 licenciements qu'entraînerait une fermeture de l'usine.

grève contre les licenciements chez CAHOREP (somme)

Depuis le 14 février les ouvriers de CAHOREP à Roye dans la Somme occupent leur usine pour obtenir :

- la réintégration de 18 ouvriers et ouvrières licenciés.
- la garantie de l'emploi
- pas de pertes de salaires pour réduction d'horaires (les 50 à 60H de travail par semaine sont passées à 40H)
- l'amélioration des conditions de travail

La lutte est très active. L'occupation des locaux est effective jour et nuit, les portes ont été bloquées par des palettes de parpaings. Les ouvriers font connaître leur lutte sur les usines et sur le marché de la ville.

correspondant Amiens.

SAVIEM

les ouvriers revendiquent : - 1650 francs minimum - une prime de vie chère de 500 frs.

Un mouvement de grève illimitée a démarré au secteur réception et au magasin le 11 février sur les revendications suivantes :

- 100 F d'augmentation pour tous,
- Pas de salaire inférieur à 1650 F pour 40 H
- Une prime exceptionnelle de vie chère de 500 F
- Une seule classification pour les OS2...et d'autres revendications particulières.

Rapidement le mouvement s'étendait sous forme de débrayages partiels à d'autres secteurs comme la mécanique. Le patron affolé par une grève qui risquait de faire tâche d'huile, accordait partiellement satisfaction sur les revendications particulières aux deux secteurs en grève, et menaçait de lockouter si la grève se poursuivait.

LA GREVE S'ELARGIT

Les manœuvres du patron n'y font rien : en mécanique, les débrayages secteur par secteur ont lieu dès le lundi 18 février sur les mêmes revendications.



les ouvriers de saviem lors d'un meeting à la porte de l'usine

La revendication de 1650 F minimum pour 40 H touche en premier lieu les O.S. et les PI minis puisqu'un O.S. débutant touche 1370 F par mois. Il faut dire qu'en décembre, après un long débat, 3600 ouvriers avaient voté pour le principe d'une augmentation uniforme pour tous (position défendue par la CFDT), 1500 ouvriers pour l'augmentation du point unique, ce qui revenait à une augmentation hiérarchisée (position défendue par la CGT).

REPRESSION BRUTALE DU PATRON

Le patron de SAVIEM réagit brutalement : il veut isoler les grévistes et briser la grève. Le mardi 19 la direction annonce 3 h de lockout par jour pour toute l'usine. Mais cette provocation patronale ne fait qu'accroître la détermination des ouvriers en grève et qu'entraîne d'autres ouvriers dans le mouvement. C'est ainsi que mercredi 20 la production dans les ateliers est quasiment nulle. Les feuilles de rendement dont sont esclaves les O.S. ne sont plus remplies depuis le début de la semaine. 2 meetings sont prévus pour organiser la riposte. Ils rassembleront plus de 3000 ouvriers. Tous les principaux ateliers de l'usine sont là. Mécanique, gamme basse, gamme haute. La majorité des ouvriers présents vote massivement pour la poursuite des débrayages tournants

pendant les 5 H de travail, et pour exiger le paiement des heures de lockout.

LOCKOUT TOTAL DES 6400 TRAVAILLEURS

Devant l'échec de ses manœuvres, le patron franchit un nouveau pas dans l'escalade de la répression : il annonce le lockout le jeudi 21 février dans la matinée. On peut s'interroger sur le rapidité avec laquelle la direction de Saviem a réagi aussi brutalement : Saviem est en Normandie un phare pour tous les travailleurs. Que les ouvriers de Saviem aient osé lever la tête et se battre pour des augmentations de salaire dans une région sérieusement touchée par le chômage partiel (Citroën, Moulinex et Jaeger), voilà qui risque d'entraîner des dizaines de milliers d'ouvriers dans la lutte, et voilà qui est intolérable pour la bourgeoisie.

A l'annonce du lockout les ouvriers arrêtent le travail, défilent dans les ateliers. Plusieurs centaines montent dans les bureaux ; les membres de la

patronal sous prétexte de l'unité syndicale. L'unité syndicale est une aspiration de la classe ouvrière, mais pas à n'importe quel prix. La section syndicale CFDT de LIP a parfaitement montré comment la plus large unité devait être construite jour après jour en isolant les capitulaires et les traîtres. Les ouvriers laissés sans perspectives étaient invités à manifester à Colombelle dans des rues à moitié désertes. Cependant près d'un millier d'entre eux se retrouvaient à manifester aux cris de : «augmentez nos salaires», «une seule solution l'occupation».

Les marxistes léninistes de Front Rouge sont intervenus tout d'abord pour proposer dès le début de l'action de dépasser les débrayages secteur par secteur, puis face au lockout, ont proposé, dans un tract diffusé dès vendredi matin, que la seule solution c'était l'occupation.

En fin de compte la direction de la CFDT a pris prétexte que la CGT n'était pas d'accord pour l'occupation pour se retrancher et ne pas donner de perspectives précises de lutte aux travailleurs.

Lundi 25 février, plus de 3000 ouvriers sont rassemblés au meeting : les responsables de la section CGT et CFDT proposent aux travailleurs de reprendre le travail si le patron accepte de réouvrir l'usine. Ils partent en délégation auprès du patron et, effectivement, ils proposent la reprise du travail puisque le patron est d'accord. Les interventions des responsables syndicaux écoeurent et révoltent les travailleurs. Le secrétaire du syndicat CGT, à la fin de son intervention, est menacé par près de 100 travailleurs qui le bousculent en le traitant de traître.

LA MANIFESTATION DU LUNDI 25 FEVRIER

C'est plusieurs milliers de personnes qui se retrouvaient ce soir pour manifester leur solidarité aux ouvriers de Saviem.

Les ouvriers de Saviem étaient découragés. Le défilé n'était pas à l'euphorie. Néanmoins les ouvriers ont contre systématiquement les mots d'ordre avancés par les révisionnistes du P.C.F. et de la CGT. C'est ainsi que quand les révisionnistes criaient : «face à la vie chère Union Populaire !» les ouvriers avançaient : «une seule solution, face à la chère augmentez nos salaires». Lorsque les révisionnistes avançaient : «une seule solution le programme commun» les ouvriers répondaient : «une seule solution l'occupation».

L'écoeurement est total. La combativité reste grande chez bon nombre d'ouvriers. Plus que jamais l'Opposition Syndicale Révolutionnaire est à l'ordre du jour. Il faut arracher les syndicats aux traîtres réformistes et révisionnistes ! Il faut faire triompher la voie du syndicalisme révolutionnaire dans les syndicats !

Les Marxistes Léninistes de FRONT ROUGE ont participé activement à la manifestation avec tracts, banderoles et vente du journal, et sur les mots d'ordre :

- 1650 F minimum
- la bourgeoisie doit payer la crise
- Une seule solution la Révolution

correspondant Saviem lundi 25 février.

angleterre

la loi Carr : une loi anti-grève combattue par les travailleurs

Face à la multiplication des grèves (le nombre des journées de grève est passé de 3,7 par travailleur en 1960 à 11,5 en 1971) et surtout des «grèves sauvages», c'est-à-dire, sans préavis et sans attendre la décision de la direction du syndicat, le gouvernement Heath décide de reprendre le projet de Castle des travaillistes en vue d'empêcher ces «grèves sauvages» qui représentent 95% des grèves en Angleterre. La loi Carr fut votée en Août 71. Ses conséquences :

- ne peut appeler à la grève qu'un syndicat «enregistré».
- toute grève dont le contenu est politique et qui ne porte pas sur «un différend de travail» est illégale, toute action de soutien à une telle grève est illégale.
- Si le patron habite l'usine, il est interdit de faire un piquet devant,
- le coulage des cadences ou la grève du zèle ne sont pas des formes de grève légales.

A peine la loi promulguée, les grèves, meetings et manifestations se multiplièrent en riposte et les syndicats rejetèrent la loi en refusant de s'«enregistrer» (dépôt des statuts, publication des comptes, etc...) et ainsi s'opposer à la tentative qui visait à les intégrer. Cette action rendait la loi absurde : actuellement il y a «juridiquement parlant» 500.000 syndiqués («syndicats-maison» pour la plupart) et 9,5 millions de non-syndiqués ! Cependant même si, aujourd'hui, la loi n'est pas appliquée, elle existe et peut à l'avenir être utilisée en cas de besoin. Même si, Wilson et Heath, qui n'ont vraiment honte de rien, viennent de s'engager à «rendre la loi plus libérale» après les élections. Non, les travailleurs anglais sauront s'opposer à tout pseudo-remaniement : ce qu'ils veulent, c'est l'abrogation de la loi Carr.

Heath ou Wilson... les travailleurs feront payer la crise à la bourgeoisie

Si depuis le début de la semaine, le thème principal de la campagne électorale était la hausse des prix, la «révélation fracassante» de vendredi a recentré le débat sur les mineurs : depuis 20 ans les statistiques portant sur les salaires des mineurs étaient truquées, elles tenaient compte des congés payés alors que les statistiques concernant les autres travailleurs ne les comptent pas. Les Houillères disaient aux mineurs que leurs salaires étaient de 2% supérieurs à ceux des autres travailleurs alors qu'en fait ils leur sont inférieurs de 8%...

Et c'est sur ces chiffres truqués que

Heath a basé toute sa politique depuis 3 mois :

- renforcement du blocage des salaires,
- refus de donner satisfaction pendant la grève des heures supplémentaires,
- intransigeance avec les cheminots,
- décision de réduire à 3 jours la semaine de travail,
- appel aux élections anticipées,
- caractère ultraréactionnaire de sa campagne électorale - chasse aux extrémistes, chasse aux rouges.

Toutes ces mesures anti-ouvrières auraient donc pu être évitées, évitées la semaine de 3 jours qui entraîne des

milliers de chômeurs totaux ou partiels, évitée la réduction de salaire que cela entraîne ; et quand on voit la hausse vertigineuse des prix, de la nourriture entre autres, on se rend compte combien de souffrances auraient pu être évitées aux familles ouvrières. La classe ouvrière saura faire payer à Heath le prix de ses forfaits. Quant à Wilson qui en fait son cheval de bataille, il n'a pas à se frotter les mains... Les mêmes statistiques lui ont bien rendu service pendant la grève des mineurs en 69. Non, il faudra bien que la bourgeoisie paye aux mineurs les millions qu'elle leur a extorqué pendant 20 ans.

les travailleurs n'ont pas oublié 6 années de gouvernement wilson ...

Comme nous le disait un mineur à propos de Wilson : «pour ce qui est des promesses, il s'y connaît, mais il faudrait quand même pas oublier qu'il a été premier ministre pendant 6 ans... Heath a fait voter la loi anti-grève, mais c'est Wilson qui l'avait préparée alors pour les mineurs, le retour de Wilson ou Heath... ça ne changera rien».

Pendant la campagne électorale de 1964, qui devait le porter au gouvernement, Wilson ne promettait rien moins qu'une «Angleterre socialiste» ! Aujourd'hui, il est plus prudent. Et pour cause. C'est lui, qui, le premier, a pratiqué le blocage des salaires pour essayer d'endiguer l'inflation que son gouvernement n'avait pu éviter. C'est

lui qui supprime la médecine gratuite en 1968. Au moment où il va être battu aux élections en 1970, il y a plus de 500.000 chômeurs «officiels», la hausse des prix est de 10%, des dizaines d'usines licencient les travailleurs...

C'est encore Wilson qui a proposé la première législation anti-grève : le projet Castle qui n'a rien à envier à la loi Carr ; pour faire passer ce projet il va jusqu'à menacer de dissoudre le parlement, puis, face aux grèves qu'il provoque, il retire le projet et oublie vite l'engagement de ne jamais céder sur ce point...

Non, loin de répondre aux aspirations des masses, le gouvernement Wilson verra se multiplier les grèves, surtout

des grèves «sauvages» avec occupation d'usine. Comme chez Ford, où en 1969, 40.000 ouvriers luttèrent pour de meilleurs salaires et refusèrent le plan anti-hausse de Wilson, malgré les menaces policières du gouvernement, malgré l'avis contraire des directions syndicales qui seront obligées de «prendre le train en marche», et obtinrent satisfaction au bout de 3 semaines. Cette grève exemplaire fut une véritable gifle pour le gouvernement de Wilson alors qu'il venait de produire le projet Castle. Un autre coup fut porté à Wilson par la manifestation du 1er Mai 1969 qui vit plus de 100.000 travailleurs défiler contre le blocage des salaires et contre le projet de Castle (le 1er mai n'est pas chômé en Grande Bretagne).

...et 4 années de gouvernement heath !

Loin d'être combattue, avec le gouvernement Heath, l'inflation va prendre des proportions jamais atteintes comme l'indique le tableau ci-dessous :

* nourriture	- œufs + 71 % - pain + 42 % - poisson + 192,8 % - viande + 81 %
* logement	+ 90 à 100 %
* Gaz-oil	+ 66 %
* service postal	+ 74 %

Quant au chômage, avec la semaine de 3 jours, c'est plusieurs millions de

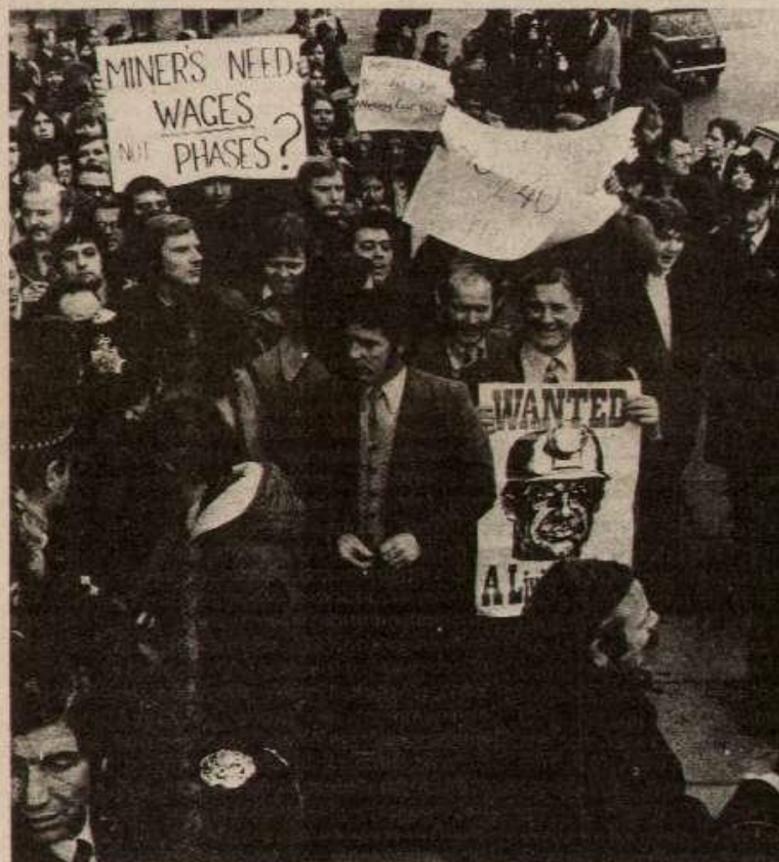
travailleurs qui sont soit au chômage total, soit au chômage partiel.

Si Wilson avait dû renoncer à son projet de loi anti-grève, Heath, à peine arrivé au gouvernement va s'efforcer de reprendre le projet, voire de le perfectionner. En août 71, la loi Carr est votée par la majorité conservatrice du Parlement.

Aussitôt la riposte des travailleurs s'organise; manifestations, meetings, grèves dans les usines... Et le rapport de force est tel que le gouvernement n'ose pas l'appliquer. Pourtant les grèves sauvages continuent, plus dures et plus longues que jamais. C'est la grève victorieuse des mineurs en 1972, c'est la grève exemplaire de chez Fisher-Bendix (grève avec laquelle les travailleurs font spontanément la comparaison avec Lip), où, face au démantèlement et aux 600

licenciements annoncés par la direction, les travailleurs occupent l'usine, se saisissent des pièces vitales des machines (pour une valeur de 1,4 milliard d'anciens francs), mobilisent les travailleurs de toutes les usines concurrentes dans la grève et s'opposent à l'importation des pièces détachées avec l'aide des dockers. Face à cette détermination et cette unité, les patrons cèdent.

C'est ce même gouvernement Heath qui organise la répression du peuple irlandais, qui soutient ouvertement Nixon pendant le bombardement des digues au Vietnam et qui, à l'aéroport de Londres, même, organise de «grandes manœuvres» (dirigées par le responsable «anti-piquet-de grève» de Scotland Yard) soit-disant contre les détournements d'avions, en fait contre l'«ennemi de l'intérieur».



«...les mineurs veulent un salaire décent, pas des paroles...»

IRAN: 8 patriotes assassinés

En Iran, 8 patriotes viennent d'être assassinés par le Shah. 2 d'entre eux avaient déjà été condamnés à mort fin janvier en même temps que 3 de leurs camarades. Quant aux 6 autres patriotes assassinés on a appris leur assassinat par les bourreaux du shah, sans même avoir entendu parler ni de leur arrestation, ni de leur procès.

Le Shah d'Iran qui a récemment envoyé ses troupes combattre au Dhofar contre les patriotes du FPLOGA exerce, en Iran même, grâce à sa police politique, la SAVAK, une répression féroce et fasciste contre toute opposition. 25000 patriotes sont en prison, 6000 ont été arrêtés, rien qu'en 73. En 2 ans, 132 patriotes ont été condamnés et exécutés. La torture est monnaie courante dans des geôles de la SAVAK.

L'appareil répressif de l'Etat iranien est l'un des plus importants de la région : en plus de la SAVAK, le Shah entretient une armée nombreuse et équipée d'armements ultra-modernes.

Cette police et cette armée, qui servent à réprimer le peuple iranien et asseoir son pouvoir fasciste, le Shah la met au service de l'impérialisme. C'est ainsi que la SAVAK travaille en collaboration étroite avec les services secrets sionistes. L'occupation, par l'armée iranienne, des îles du détroit d'Ormütz en 1971 a permis depuis lors aux compagnies pétrolières US en Iran d'approvisionner Israël en Pétrole sans qu'il y ait jamais aucune interruption. Et, récemment, c'est pour tenter d'y maintenir la domination impérialiste, ébranlée par les combattants du FPLOGA que l'armée du Shah a envahi le Dhofar.

A BAS LE REGIME DU SHAH FASCISTE ET ASSASSIN !

CHILI: pompidou complice avoué de pinochet

Coup sur coup, par deux fois, le gouvernement français vient de manifester sa sympathie pour la junte du fasciste Pinochet.

Le 19 février, Pompidou recevait les lettres de créance de Villareal, l'homme que la junte fasciste envoie comme ambassadeur à Paris. Pompidou l'a assuré que la France maintiendrait avec le Chili de Pinochet une «coopération mutuelle bénéfique»; Pompidou pensait sans doute aux armes que les marchands de canon français continuent à livrer à la junte fasciste et que Pinochet utilise contre le peuple chilien.

Quelques jours plus tard, c'est à l'ouverture, à Paris, de la session annuelle du «Club de Paris» que s'est à nouveau manifesté la sympathie portée par Pompidou à Pinochet. Le «Club de Paris» réunit tous les pays impérialistes qui, un jour ou l'autre ont «investi» des capitaux au Chili et qui profitent de ce fait pour exiger une soi-disant dette financière. Chaque année, ces gens se réunissent pour imposer au Chili les modalités de remboursement. A certains qui voulaient profiter de l'occasion pour poser le problème de la répression fasciste contre le peuple chilien, le représentant de la France a répondu qu'il n'était pas question

«d'introduire des questions politiques dans une négociation financière». Gageons toutefois que les «négociations» ne seront pas trop dures : l'impérialisme US étant majoritaire au «Club de Paris» saura y plaider la compréhension pour son fidèle vassal Pinochet.

En tout cas, l'ambassadeur de Pinochet a pu se faire, dès son arrivée en France, une idée de ce que pensaient les anti-impérialistes français de la junte fasciste. C'est par une puissante manifestation qu'il a été accueilli, des milliers de manifestants condamnant vigoureusement la junte fasciste.

LYON: semaine de mobilisation anti-impérialiste

A Lyon, à l'occasion du 21 février, s'est déroulée une semaine anti-impérialiste. Les CIP et Front Rouge en avaient pris l'initiative et y ont participé diverses organisations représentant des peuples en lutte (FUNK, FRAP, O Salto, organisations d'étudiants de la zone des tempêtes en France) et des organisations françaises comme le PSU. Chaque soir de la semaine s'est tenu dans un quartier de Lyon un meeting sur un thème différent. 80 personnes à

la cité étudiante Sté Irénée sur l'Indochine; 80 aussi, dont de nombreux travailleurs immigrés, dans le quartier de la Croix-Rousse sur le Moyen Orient et le Golfe Arabe; 70 à la MJC de St Fons, en banlieue, sur l'Afrique; 60 à Villeurbanne sur les régimes fascistes d'Espagne, de Grèce, du Portugal et du Chili. Vendredi 22, un meeting central regroupait 300 personnes. Plusieurs interventions reprenaient les thèmes évoqués lors des réunions de quartier.

Après l'intervention du FUNK fut projeté un montage photos sur la lutte du peuple cambodgien. Puis diverses organisations prirent la parole pour apporter leur soutien à ce meeting; le FRAP, la GUPS, O Salto et l'AGTAG qui appela à soutenir la lutte actuelle du peuple martiniquais. «Pas une minute de répis pour l'impérialisme» dans les pays qu'il domine comme dans les métropoles impérialistes, c'est sur ces mots que s'est conclue la semaine du 21 février à Lyon.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal 1 an 60 F
3 mois 15 F

pli fermé 1 an 120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

la bataille de Phnom Penh : les traîtres sont acculés dans leurs derniers retranchements

A PHNOM PENH, LES TRAITES SONT ACCULES DANS LEURS DERNIERS RETRANCHEMENTS.

Tous les moyens de propagande de la bourgeoisie sont aujourd'hui mobilisés dans une vaste campagne de calomnies contre la lutte victorieuse du peuple cambodgien. Tous les jours, à la télévision et dans les journaux, c'est le même courant hypocrite de lamentations sur les «malheurs» de la population de Phnom Penh «victime des bombardements des khmers rouges» alors que les centaines de milliers de tonnes de bombes déversées jusqu'au 15 août dernier par les B 52 sur les régions peuplées des zones libérées n'avaient pas soulevé de protestations. M. Chau Seng, ministre du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, a fait le point dans sa conférence de presse du 20 février.

LE FUNK ET LE GRUNC SOUCIEUX DE LA SECURITE DE LA POPULATION.

Alors que 90% du territoire national où vivent plus de 6 millions de khmers (sur 7,2 environ) sont libérés, la capitale est devenue aujourd'hui le dernier repaire des traîtres vendus à l'impérialisme, elle ne peut pas être pour eux un «lota de sécurité». Depuis le mois de novembre des dizaines de milliers de tracts et d'appels réitérés du FUNK ainsi que de diverses organisations de masse (syndicat ouvrier, personnel de l'enseignement, étudiants, femmes, bonzes patriotes...) ont appelé la population de la capitale à rejoindre les zones libérées les plus proches ou, en tout cas, à s'éloigner des positions occupées par l'ennemi fantoche. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de ces quartiers périphériques ont rejoint les zones libérées, tandis qu'à l'intérieur même de la ville, la population de toutes les classes sociales lutte contre les traîtres et collabore activement avec les unités spéciales des forces de libération opérant dans la capitale. **L'IMPERIALISME U.S. SEUL RESPONSABLE DE LA POURSUITE DE LA GUERRE.**

Après l'échec de toutes ses tentatives, après le coup d'Etat de mars 1970, pour asservir le peuple cambodgien, l'impérialisme américain s'entête aujourd'hui à maintenir à bout de bras le régime maribond de Lon Nol. Aujourd'hui encore, les bombardements, mitraillages, raids de reconnaissances des avions US se poursuivent au-dessus du Cambodge libéré. Non seulement

les impérialistes américains continuent d'approvisionner en dollars et en matériel de guerre les traîtres de Phnom Penh, mais un millier de mercenaires américains (des «conseillers») assurent eux-mêmes, la défense du dernier repaire des fantoches. Sans leur intervention, le régime de Lon Nol s'écroulerait du jour au lendemain; de lui-même: «l'ennemi, en effet, n'a plus aucune possibilité de rassembler même des enfants, pour compenser les pertes énormes et les nombreuses désertions dans les rangs de son armée. Le moral des troupes fantoches n'a jamais été aussi bas. Certaines unités refusent carrément de se battre. Les «chefs» phnom-pénhois ne pensent qu'à défendre leurs intérêts égoïstes ou à se disputer les dollars de l'aide multiforme US. Les officiers généraux et supérieurs se retranchent dans leurs luxueuses villas et ne font que de rares apparitions sur le champ de bataille. Les soldats mal vêtus, non payés, ne savent ni pourquoi, ni pour qui ils se transforment en chair à canon». (M. Chau Seng).

LA BATAILLE DE PHNOM PENH : PHASE DECISIVE DE LA LUTTE DU PEUPLE KHMER.

Dans les villes de province, où elles sont encerclées, les troupes fantoches sont complètement immobilisées et réduites à l'impuissance. Elles vont jusqu'à échanger avec les FAPLNK des canons de 105 mm contre de l'eau et de la nourriture. Lorsqu'elles sont poursuivies, elles ne cherchent plus à se servir de leurs armes pour terroriser la population, mais à les vendre en échange de la vie sauve. Autour de Phnom Penh, ce sont les forces régionales de l'armée populaire (les troupes régulières restant en réserve) qui sont engagées et qui resserrent patiemment leur étau. Le Palais de Lon Nol a été bombardé plusieurs fois, le siège de l'Etat-Major de Sosthène Fernandez attaqué à l'intérieur même de la ville, et détruit. Plus que jamais la population de Phnom Penh - jusqu'aux soldats de l'armée fantoche - entre en lutte contre la clique des traîtres. Cette bataille décisive va de pair avec l'organisation de la zone libérée où la production agricole, industrielle et artisanale progresse sans cesse. «La rizière se fait avec l'eau; la guerre avec le riz». C'est le peuple khmer tout entier qui est mobilisé jusqu'à la victoire.

CHINE : lutte contre le révisionnisme de Lin Piao et la philosophie réactionnaire de Confucius.

A l'heure actuelle se développe en Chine un vaste mouvement de critique de la ligne impulsée par Lin Piao et de la philosophie de Confucius. Les experts et les commentateurs de la bourgeoisie présentent cette nouvelle bataille comme une lutte de clans, demandant avec ironie pourquoi secouer les cendres d'un penseur mort il y a plus de 2000 ans. L'intérêt de ces gens-là à brocarder ainsi la bataille qui se déroule en Chine se comprend aisément: La riche expérience acquise par le peuple chinois en 25 ans d'édification du socialisme constitue un exemple enthousiasmant pour les travailleurs de notre pays. Les capitalistes n'ont aucun intérêt à montrer comment dans un pays socialiste, les travailleurs participent activement à la lutte politique, comment, au travers de ces luttes, ils consolident le socialisme, démasquent leurs ennemis...

En fait la bataille qui se déroule actuellement en Chine n'a rien d'une «mystérieuse lutte de clans». Elle s'explique si on part des éléments suivants:

* La lutte entre les classes exploiteuses et les classes exploitées ne prend pas fin avec le succès de la Révolution; les anciennes classes exploiteuses tentent par tous les moyens de reprendre le pouvoir et cette lutte trouve son reflet à l'intérieur même du Parti Communiste par l'opposition constante entre deux voies, deux lignes. L'une qui représente les intérêts du prolétariat et des classes révolutionnaires, l'autre qui représente ceux de la bourgeoisie et des classes réactionnaires. Toute l'histoire du Parti Communiste Chinois, y compris après la prise du pouvoir, c'est l'histoire de cette lutte entre les deux voies qui, à chaque période, a revêtu une forme concrète. Ainsi successivement ces dernières années, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a balayé la clique de Liu Chao Shi et ses tentatives de restauration du capitalisme; puis après le 9e congrès du PCC, la voie bourgeoise s'incarne dans les positions révisionnistes de Lin Piao. Après la mise à nu des positions de Lin Piao et sa défaite, le Parti Communiste Chinois sait parfaitement que la voie bourgeoise dans le Parti va revêtir de nouvelles formes et que de nouvelles luttes devront être menées; le «Drapeau Rouge» écrivait en décembre: «Lin Piao est tombé. La politique qu'il a poursuivie et sa conception bourgeoise et idéaliste du

monde ont fait faillite, elles aussi. Pourtant la lutte n'a pas pris fin. Pendant toute la période historique du socialisme où existent encore les classes, les contradictions de classe et la lutte de classe, existe encore longtemps au sein du Parti la lutte entre les deux lignes qui reflète ces contradictions, existe encore longtemps la lutte entre les deux conceptions du monde, prolétarienne et bourgeoise» (Drapeau Rouge numéro 12-1973)

* Et c'est justement parce qu'il sait que ces affrontements de classe ne peuvent que se renouveler, que le Parti Communiste Chinois mène une grande bataille pour armer les masses dans la lutte contre le révisionnisme. Sous la direction du président Mao se déroule aujourd'hui en Chine dans les usines, à la campagne, sur tous les lieux de travail, non seulement la critique et la dénonciation par les masses des positions politiques de Lin Piao, mais aussi l'étude des racines mêmes de ces conceptions, leur fondement: l'idéalisme bourgeois. Ce vaste mouvement d'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, qui s'est déroulé ces dernières années, le mouvement d'étude et de critique de la philosophie de Confucius, la dénonciation de ses points communs avec la conception de Lin Piao, toute cette bataille dans laquelle sont lancées aujourd'hui les larges masses chinoises élève leur niveau de conscience, les rend plus aptes à s'opposer aux nouvelles tentatives de restauration du capitalisme. En découvrant comment la philosophie réactionnaire de Confucius (qui défendait au moment des luttes des esclaves, la classe des aristocrates propriétaires d'esclaves) guidait la pensée de Lin Piao, les ouvriers et les paysans chinois s'arment contre les individus du genre Liu Chao Shi ou Lin Piao qui tenteraient d'usurper le pouvoir.

Ce qui est en jeu dans cette campagne déclenchée par le PCC, c'est la sauvegarde des acquis de la Révolution et leur développement, la formation de contingents toujours plus massifs de continuateurs de la Révolution, seule garantie contre le retour au capitalisme. Front Rouge reviendra en détail dans les prochains numéros sur la dénonciation par les masses chinoises de la ligne révisionniste de Lin Piao, et de la philosophie réactionnaire de Confucius.

ETHIOPIE : la révolte populaire contre la famine est sauvagement réprimée par l'armée du Négus

Où vont les vivres destinés aux sinistrés...



Eritrean Liberation Front - Popular Liberation Forces

As a Gesture of Solidarity With The Ethiopian People To Check The Famine Catastrophe And In Support To The Ethiopian Revolutionary Vanguard Who Are Struggling To Get Rid Of The Puppet Feudalist Regime The Ordeal Of Ethiopia, ... Emperor, The Tyranny & Famine

تضامنا مع الشعب الاثيوبي لوقف كارثة المجاعة ومساعدة لطلابه الثورية التي تسعى للتخلص من النظام الاقطاعي العبيد

L'empereur d'Ethiopie a fait tirer sur les masses populaires de la capitale - chauffeurs de taxis, enseignants, étudiants, paysans chassés de la campagne par la famine - qui manifestaient depuis quatre jours leur refus de l'augmentation en flèche des produits de première nécessité. Cette révolte est le produit d'une oppression cruelle: la famine y a fait, de source sûre, plusieurs dizaines de milliers de morts, dans un des pays d'Afrique dont la terre est la plus riche. C'est que l'Ethiopie reste aujourd'hui un pays féodal, qui n'a pour ainsi dire développé aucune industrie; les terres cultivées y appartiennent pour 1/3 à l'empereur; 1/3 à l'église et 1/3 aux propriétaires fonciers. Les paysans se voient dépouillés par les propriétaires de plus de la moitié de leur récolte, à quoi viennent s'ajouter encore les impôts et diverses «contributions» réclamées tant par l'Etat que par ses représentants locaux.

De composition ethnique très variés, l'Ethiopie est aujourd'hui une véritable prison des peuples, où l'empereur tente d'imposer la langue et la culture de son ethnie (amhara) à l'ensemble des autres; où il installe systématiquement des seigneurs amhara sur les terres des diverses autres nationalités. L'Eglise, église chrétienne d'Afrique, rétrograde au point d'enseigner encore que la terre est plate, impose de surcroît ses rites à une population dont la majorité est aujourd'hui composée de musulmans. La dernière période, avec la famine, a vu se dévoiler de façon odieuse le visage du régime, avec sa tentative pour cacher la réalité aux yeux de son propre peuple et de ceux du monde, et avec des spéculations honteuses

portant sur les vivres destinés aux sinistrés.

Ce régime doit aujourd'hui sa survie à une armée, qui vient encore de tirer sur le peuple; armée financée, équipée, entraînée par l'impérialisme US, qui lui consacre la moitié de son «aide» militaire pour l'Afrique. En échange de quoi l'empereur lui a concédé en Erythrie, des bases dont celle de Kognew est la 5e base US au monde. La coopération était également très active avec le sionisme, qui lui fournissait des spécialistes antiquérilla et s'était vu concéder des îles qui commandent le détroit de Bab el Mandeb, au débouché de la Mer Rouge; jusqu'ici, il ne semble pas que la rupture officielle des relations ait véritablement changé cet état de choses.

Face au féodalisme et à l'impérialisme, l'histoire du peuple éthiopien depuis le rétablissement en 1945 du Négus sur son trône par les britanniques, est une histoire de résistance et de lutte. Les soulèvements paysans ont, dans cette période, touché à peu près toutes les régions du pays: de simples révoltes locales de quelques jours, visant à chasser les collecteurs d'impôt cruels, ils sont allés jusqu'à des soulèvements prolongés de régions entières, noyés dans le sang par l'armée impériale. A de nombreuses reprises, les étudiants ont engagé courageusement la lutte, affrontant eux aussi une répression sauvage. Le peuple de l'Erythrie, annexée par l'Ethiopie depuis 1962, a pris le fusil et libéré les 2/3 du territoire sous la direction de son Front de Libération. Les derniers événements ont montré que le peuple d'Ethiopie saura traquer jusque dans sa tanière le «lion de juda», comme se fait appeler l'empereur.

LA MARTINIQUE TRANSFORMEE EN ZONE DE TOURISME POUR MILLIARDAIRES

L'impérialisme français, entravant tout développement industriel et agricole de la Martinique, transforme ce pays en une vaste zone de tourisme pour riches, une île de plaisirs pour milliardaires, alors que la population, de plus en plus réduite au chômage, et avec des revenus très faibles est contrainte de s'expatrier en masse. De plus en plus, l'impérialisme français fait de la Martinique une sorte de lupanar. Tout s'organise en fonction de la consommation du tourisme. On coupe les champs par des autoroutes, on construit des hôtels-plages. L'appropriation privée de la côte s'étend régulièrement. A Sainte Anne, plus de deux kilomètres de plage sont occupés par le Club Méditerranée. La chaîne américaine Hilton construit des hôtels de grand luxe. Les touristes (évalués à près de 100000 en 68 alors que le pays compte à peine plus de 300000 habitants), dont de nombreux riches hommes d'affaires américains, dépensent des sommes fabuleuses. «Voilà une source de revenus qui servira à développer l'île», déclament les responsables de l'impérialisme français. En fait, les produits divers achetés par les touristes: aliments, cigarettes,

boissons, souvenirs, livres, vêtements... sont importés de France, des Etats-Unis ou d'ailleurs; donc une grande partie des sommes reçues sert à payer les importations. Restent dans le pays les profits des hôteliers et des négociants import-export. Sur 100 dollars dépensés par les touristes, environ 80 repartent pour payer les produits importés, 1 ou 2 étant distribués comme pourboires, alors que le reste est accaparé par la bourgeoisie locale et étrangère pour être investi dans d'autres pays. De plus, le tourisme ne crée que fort peu d'emplois.

Ceci est l'aboutissement de la politique menée par l'impérialisme français depuis de longues années: depuis que dure la domination française, voici plus de trois siècles, l'utilisation des richesses du pays pour satisfaire les besoins de la population a été systématiquement sabotée, la France imposant l'échange inégal typique du colonialisme: l'achat à bas prix de produits agricoles bruts contre la vente à la colonie, à prix élevés, de produits manufacturés.

Pas d'usine:
La Martinique est pourtant riche en possibilités: les gisements calcaires du

Sud pourraient alimenter une cimenterie couvrant les besoins, mêmes développés, de la Martinique pendant trois siècles; aujourd'hui tout le ciment doit être importé. Des industries mécaniques (fabriques de tuiles, carreaux, vitres, briques et autres produits) trouveraient sur place matière première et débouchés, des réserves de forêts alimenteraient amplement une industrie de la pâte à papier et de l'ameublement, or tout est importé! On pourrait multiplier les exemples.

On a annoncé à grands cris la création d'une soi-disant «zone industrielle» dès 1963. La réalité aujourd'hui: essentiellement des magasins de dépôts des commerçants de la capitale: Fort de France. Par exemple «l'industrie» Renault en Martinique, c'est en tout et pour tout des garages qui vendent, et font quelques réparations, avec des pièces détachées venues de France.

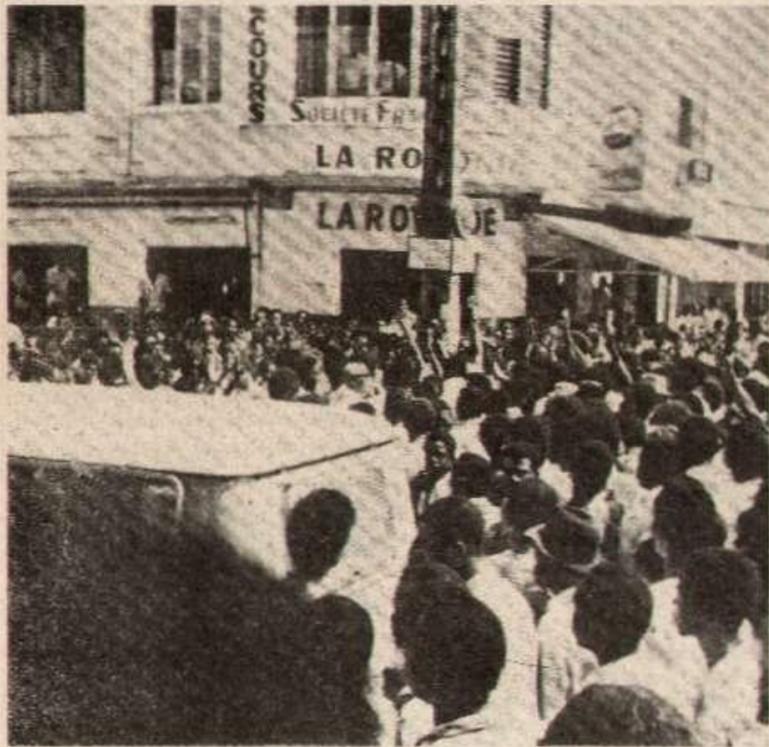
L'agriculture sabotée:
La Martinique, pays très fertile pourrait fournir les produits agricoles nécessaires à la consommation de sa population. Mais les cultures vivrières ont toujours été entravées. La Martinique doit importer ainsi plus de 70% de sa consommation en produits maraîchers. Dans le passé, les terres cultivées ont été orientées vers les cultures pour l'exportation, par le colonialisme français s'appuyant localement sur les gros propriétaires fonciers: les békés.

Aujourd'hui, même ces cultures périssent, leur production est régulièrement diminuée, c'est flagrant pour la canne à sucre, longtemps quasi monoculture:

sucre produit en 1961: 105000 tonnes
sucre produit en 1963: 93000 tonnes
sucre produit en 1968: 32000 tonnes
sucre produit en 1971: 28000 tonnes

La concurrence du sucre de betterave produit en France, avec la pression des gros producteurs de betteraves, explique cette situation. Ceci s'accompagne de la fermeture des usines sucrières (7 en 7 ans, de 63 à 70).

La banane, devenue production principale, est elle aussi en déclin, l'impérialisme français faisant jouer la concurrence entre les pays dominés. Selon le «pacte colonial», 2/3 des bananes pour la France devraient être importées de Martinique, mais comme celles-ci coûtent moins cher en provenance de Côte d'Ivoire, la proportion importée de Martinique est réduite.



manifestation à Fort de France le 14 janvier

VICTOIRE IMPORTANTE IMPOSEE PAR LES OUVRIERS AGRICOLE MARTINIQUEAIS

Les travailleurs agricoles de la Martinique, en grève depuis la mi-janvier viennent d'arracher une importante victoire. Pour la première fois, ils ont obtenu intégralement une de leurs revendications. Ils réclamaient 35,46 F pour une journée de 8 heures, ils obtinrent même légèrement plus: 35,50 F. Lors des négociations, une quarantaine de délégués ouvriers du comité de grève ont imposé aux représentants des propriétaires une minute de silence à la mémoire de leurs deux camarades assassinés. La victoire s'explique par la détermination des grévistes et par le fait que la conduite de cette grève a échappé totalement au contrôle des révisionnistes de la CGTM.

Mais l'impérialisme français ne se tient pas pour battu. Aujourd'hui, les travailleurs de Martinique craignent une grande vague de répression qui viserait à décapiter le mouvement de masse. Le numéro du journal local «France-Antilles» daté du 19 février prépare le terrain. Dans ce numéro tiré par des «jaunes» et diffusé, sous la protection de la police, figurent sur une page entière des condamnations de la grève par diverses organisations: UDR, CFTC, etc... y compris P.C.M dont le communiqué de presse conclut:

«Le PCM considère que pour rassembler la large masse du peuple travailleur, cette lutte doit être menée sur les mots d'ordre lancés par les centrales syndicales en évitant de tomber dans la provocation et en rejetant les méthodes préconisées par certains groupes irresponsables qui ne peuvent qu'affaiblir et discréditer le mouvement ouvrier». Le mouvement des travailleurs agricoles est ici directement visé.

Pour sa part, le P.C.M de Césaire, dont la complicité avec la préfecture est manifeste et dont les médecins ont caché la vérité sur le jeune ouvrier trouvé mort après avoir été torturé par la police à LORRAIN, ce parti peut être un pion pour d'éventuelles solutions de rechange de l'impérialisme.

En France, restons vigilants, prêts à combattre toute nouvelle et toute fausse solution dirigée contre le peuple de Martinique en lutte pour son indépendance.

LE BUMIDOM, UN INSTRUMENT D'EXPLOITATION DES IMMIGRES MARTINIQUEAIS

Résultat de la politique coloniale: le chômage endémique en Martinique et dans les autres soi-disant départements et territoires d'outre-mer. La «solution» offerte aux chômeurs: s'expatrier en France! Pour organiser l'émigration massive, le gouvernement français créait en avril 63 le BUMIDOM («Bureau pour le Développement des Migrations intéressant les Départements d'Outre-Mer»)

Le BUMIDOM a fait émigrer en:

- 1963: 721 martiniquais,
- 1968: 2210 martiniquais

la progression est régulière, en:

- 1969: 2513 martiniquais.

Ces chiffres sont plusieurs fois inférieurs à l'émigration réelle, les travailleurs martiniquais étant admis en France avec la carte d'identité française.

Le sort des martiniquais en France:

- Ils fournissent un nombre important de travailleurs à bon marché pour l'armée industrielle de réserve du capitalisme.
- Ils sont souvent ouvriers, très nombreux dans le bâtiment. Nombreux également dans la métallurgie. Sur 30000 travailleurs à Renault, 2000 sont des antillais. Employés, ils sont chargés des tâches de manutention.
- Les femmes, particulièrement exploitées sont généralement astreintes aux travaux de salle dans les hôpitaux ou de bonnes-à-tout-faire. Aux jeunes antillaises qui quittent leur pays, le BUMIDOM promet un apprentissage en France, par exemple d'aide soignante ou de «monitrices-éducatrices». Sitôt arrivées, à Orly, un car du BUMIDOM les conduit directement à un centre tel que celui de Crouy-sur-Ourc (Seine et Marne) où elles sont formées pour être bonnes-à-tout-faire. Elles doivent signer un contrat de 5 ans avec le BUMIDOM au terme duquel elles s'engagent à être domestiques chez les patrons qui leur seront désignés. Si elles refusent, elles sont renvoyées du stage et jetées à la rue. Le BUMIDOM s'occupe aussi d'encadrer les antillais pour s'opposer à leur participation aux luttes ouvrières en France et aux luttes de leur peuple. Ainsi, le BUMIDOM impulse l'AMITAG (Amicale des Travailleurs Antillais et Guyanais de Métropole) qui se définit ainsi: «notre association se propose de grouper... tous les travailleurs antillais et guyanais résidents ou domiciliés en France métropolitaine afin de... maintenir, développer et promouvoir la solidarité amicale de ses ressortissants dans le cadre organique de la nation française».

«VISITE» AUX ANTILLES DU CHEF D'ETAT MAJOR DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Le général Morin, chef d'Etat-Major français des armées est en «visite d'inspection» aux Antilles et en Guyane du 21 février au 2 mars. Juste au moment des grandes luttes engagées par le peuple martiniquais qui vient de subir une répression brutale: au moins deux ouvriers tués par les forces françaises.

Le communiqué précise: «le Chef d'Etat-Major visitera les chantiers du «Service Militaire Adapté» (SMA) dans les 3 départements». Ce «Service Adapté» date de 1960, sa création fut décidée après le soulèvement populaire de Martinique en 1959 au cours duquel les jeunes soldats martiniquais refusèrent de combattre leur peuple. Le but de ce «service»: éloigner les jeunes antillais et guyanais de leur pays pendant la durée de leur service militaire (en général, martiniquais et gaudeloupéens sont envoyés en Guyane, et vice-versa) et leur temps de service est orienté en partie vers les travaux manuels.

La Martinique, la Guadeloupe et la Guyane sont situées dans un secteur à partir duquel les forces françaises aéronavales peuvent rayonner dans l'Atlantique Sud, le long de l'Amérique Latine, elles présentent donc un intérêt stratégique. Face aux peuples en lutte, les impérialismes français et américains s'épaulent. C'est ainsi que les préfets des Antilles et de la Guyane participent régulièrement, avec des militaires américains, aux conférences pour la lutte anti-guerrilla qui se tiennent actuellement à Panama. Les préfets assistent aux exercices des commandos de bérets verts...

PARIS: manifestation de soutien

Judi 21 février, un millier de personnes ont manifesté à Paris pour soutenir la lutte du peuple Martiniquais, à l'appel de l'Association Générale des Etudiants Martiniquais, avec le soutien de nombreuses organisations dont Front Rouge et les C.I.P.

Cette manifestation, très militante, la seule à avoir eu lieu à Paris sur la Martinique, fut très bien accueillie dans ce quartier populaire des 19ème et 20ème arrondissements et les rangs se gonflèrent tout au long du parcours.

Aux cris de «Troupes françaises, hors des Antilles», «A bas l'impérialisme français», «Halte à la répression colonialiste», les manifestants s'opposaient à la répression sauvage qui frappe les peuples des colonies. Le mot d'ordre «Guadeloupe, Martinique, Guyane... Indépendance!», repris maintes fois avec le même enthousiasme, exprimait la seule voie pour les peuples opprimés par l'impérialisme français.

Malgré les tentatives de la préfecture de Police pour empêcher toute mobilisation, (l'autorisation a été donnée la veille), cette première riposte montrait la combativité des anti-impérialistes dans leur soutien aux peuples en lutte.

Pour soutenir les travailleurs agricoles et leurs familles qui viennent de supporter les lourds sacrifices exigés par une longue lutte. Souscrivez, en envoyant les fonds au trésorier du Comité de Grève des Travailleurs Agricoles de la Martinique:

PERRIER Hubert Taine
Quartier Maxime
LORRAIN
Martinique

TOUS AU MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE MARTINIQUEAIS

Vendredi 1er mars à 20 heures
44, rue de Rennes Paris 6ème
(métro St-Germain-des-Près)
organisé par le Comité de soutien
en France des travailleurs agricoles
de la Martinique (AGTAG, AGEM)

REUNION: grève contre la hausse des prix.

A la Réunion, comme dans les autres colonies dites «départements d'outre-mer», la hausse des prix a atteint des proportions catastrophiques. En un an, de janvier 73 à janvier 74, parmi les produits de première nécessité: riz ordinaire +122%, riz de table +160%, morue +90%, huile +66%, pétrole (éclairage) +95%.

De telles hausses sont insupportables; aussi, depuis quelques temps, la colère grandit parmi les travailleurs réunionnais. C'est dans ces conditions qu'a été organisée par la CGT réunionnaise une journée de grève le 18 février dans toute l'île. La grève a été largement suivie et la Réunion paralysée pendant 24 heures. C'est un premier avertissement qu'a donné le peuple réunionnais. Il exige une révision des salaires, particulièrement du SMIC, mais aussi un abaissement des prix des marchandises et des loyers, car il ne faut pas oublier qu'une grande partie des réunionnais, au chômage ou obligés de vivre d'expédients, ne touchent aucun salaire.

Mais à la Réunion, comme à la Martinique, le pouvoir colonial est prêt à faire donner la troupe. Troupe de plus en plus grosse avec l'arrivée, depuis septembre des militaires français expulsés de Madagascar. C'est pourquoi, à la Réunion comme à la Martinique, il n'y a qu'une voie pour la libération, celle de l'indépendance nationale par la lutte armée.

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS!
INDEPENDANCE POUR LES COLONIES!